

Au Costa Rica, les damnés des bananeraies

Très exposés aux pesticides, les travailleurs du secteur développent de nombreuses lésions et maladies



REPORTAGE

SIXAOLA (COSTA RICA) -
envoyée spéciale

La route quitte le bleu de la côte caraïbe et s'enfonce dans le vert foncé, celui des plantations de bananes. Dans l'extrême sud du Costa Rica, le tracé est presque toujours rectiligne sur les 40 derniers kilomètres qui mènent à la frontière avec le Panama.

Sixaola est la dernière bourgade costaricaine ; un paysage de bananeraies entrecoupé de camions, d'entrepôts, d'un aéroport et d'enseignes agroalimentaires : les entreprises Chiquita, Del Monte et Dole – trois multinationales agro-industrielles qui concentrent 80 % des exportations de bananes du pays – sont les principaux employeurs de la région. Le Costa Rica est, depuis les années 2000, le quatrième exportateur mondial de ce fruit, derrière l'Equateur, les Philippines et la Guatémala, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La majorité de sa production, d'environ 2,4 millions de tonnes par an, est à destination des Etats-Unis et de l'Europe (qui en absorbe un peu plus de 1 million de tonnes, dont au moins 640 000 tonnes pour la France en 2019).

Un voile dans les yeux

Entre les bâtiments de ces enseignes sont installées des baraques en bois, dont les toits et les murs sont rafistolés de tous côtés : les logis des travailleurs de l'industrie bananière. L'état de vétusté et de délabrement de ces maisons est la première chose qui interpelle à Sixaola. A l'intérieur vivent des familles entières, des enfants aux grands-parents, dont une immense majorité d'indigènes de l'ethnie Ngäbe-Buglé, venus du Panama pour travailler dans ces plantations. Il faut peu de temps pour se rendre compte que cette production agro-industrielle n'a pas apporté le développement social promis à Sixaola.

Le visiteur note de suite ce léger voile dans les yeux des hommes, comme si tous étaient atteints de cataracte à la trentaine. « Je vois mal, de près comme de loin », dit un employé de Chiquita, rencontré à l'ombre de sa maison, qui travaille à l'ensachage : recouvrir les régimes de bananes d'un sac en plastique imprégné d'insecticides pour les protéger des parasites.

« Certains de mes compagnons sont devenus aveugles car, du fait d'attacher le sac sur le régime de bananes, l'humidité des feuilles du bananier nous tombe dessus et les produits chimiques avec », raconte cet homme de 53 ans. Pour preuve, il nous conduit chez un autre journalier, qui a totalement perdu la vision à l'œil gauche. La lésion n'a pas été considérée comme un accident de travail ni donné lieu à une enquête interne, mais lui a une explication : « L'avion de fumigation était passé la veille du début de mes troubles, il avait plu et les feuilles étaient remplies d'eau. Mon œil me brûlait, c'était forcément un produit chimique. »

Une situation qui n'étonne pas Berna van Wendel de Joode, éni-



démiologiste à l'Institut régional d'études sur les substances toxiques de l'université du Costa Rica (IRET-UNA) et qui a réalisé plusieurs études sur la santé des travailleurs des plantations : « On sait que certains pesticides ont la capacité d'endommager la vision, comme le chlorothalonil. Ce fongicide a finalement été interdit en 2023 au Costa Rica. La banane est la culture qui utilise le plus de pesticides dans le pays et nous avons toujours constaté des problèmes de santé liés à leur usage. »

De nombreuses études sont menées, depuis trente ans, par les universités publiques du pays sur la question des pesticides. Celles des chercheurs de l'IRET ont montré des dommages persistants sur le système nerveux central des travailleurs de la banane, soit environ 40 000 personnes, 100 000 si l'on inclut les emplois indirects. Les enfants vivant à proximité de plantations ont présenté des affections du neurodéveloppement. Et le fonctionnement de la thyroïde des femmes enceintes, essentiel pour la croissance foetale, a été modifié par l'exposition aux pesticides. Les nouveaunés de ces mères présentaient une circonférence crânienne plus petite et un poids inférieur à la moyenne.

« Depuis les années 1990, notre surface agricole n'a presque pas augmenté, mais l'utilisation de pesticides s'accroît chaque année. Pour la culture de la banane, on est passé de 50 à 73 kilos de pesticides par hectare et par an à près de 100 kilos aujourd'hui », explique Fernando Ramirez, également chercheur de l'IRET. Selon ses calculs, 80 % des pesticides utilisés au Costa Rica sont considérés comme des pesticides « hautement dangereux » par la FAO et par l'Organisation mondiale de la

santé. Le pesticide le plus employé est le mancozèbe, qui représente à lui seul plus d'un tiers de la consommation totale du pays, et est interdit dans 29 pays, dont ceux de l'Union européenne.

Au Costa Rica, les monocultures de bananes sont productives toute l'année grâce au climat tropical. « Cela implique qu'il y a aussi des applications de pesticides toute l'année. Leurs formulations sont aujourd'hui plus concentrées qu'il y a vingt ans, et des insecticides pour lutter contre la cochenille sont désormais épanchés par avion », commente encore Fernando Ramirez.

A Sixaola, les passages des avions ont lieu aux heures les moins chaudes, pour éviter la dispersion de la fumigation. La législation impose que les parcelles soient évacuées au moment du survol. « Avec le GPS, la technologie s'est améliorée, mais il y a encore des erreurs », ajoute le chercheur. Ces « erreurs » sont visibles sur le téléphone portable que nous tend un travailleur. La vidéo montre des hommes à l'œuvre dans la plantation, puis la caméra scrute le ciel où passe une avionnette laissant derrière elle une traînée jaune : « Les contremaitres nous changent de parcelle selon le tracé de l'avion, mais il arrive qu'ils se trompent », raconte cet homme de 36 ans, qui après dix-huit ans dans les plantations a lui aussi ce voile dans les yeux.

Aux travailleuses de cette industrie, les produits toxiques provoquent des irritations de la peau et des problèmes respiratoires. On les rencontre à l'épicerie, lorsque, sorties des usines, elles vont remplir les paniers. La plupart travaillent au lavage et à l'emballage des bananes avant leur export, devant des bacs remplis de produits chimiques, dans lesquels elles trempent les grappes de fruits. L'une montre ses bras tachetés de rouge, une autre à la peau des mains blanchie. « On a bien des tabliers et des gants, mais on a peu d'espace pour travailler et l'eau gicle partout. Il nous faudrait des combinaisons de cosmonaute pour ne pas être mouillées », dit en souriant la plus jeune.

Ces bacs contiennent des fongicides, des pastilles de chlore mais aussi de l'aluminium pour faire disparaître les taches sur la peau

des fruits. La médecin généraliste Annie Vargas, en poste dans la clinique de Sixaola depuis 2016, connaît bien ces symptômes : « Les irritations de peau sont difficiles à traiter car l'humidité est constante. Leurs chefs ont l'obligation d'éloigner des bacs une travailleuse quand nous l'exigeons, même s'ils n'apprécient jamais de le faire. A un autre poste, loin des bacs, elle va récupérer bien plus vite. Mais les travailleurs les plus abîmés sont ceux des plantations. »

Il faut pénétrer dans cette monoculture, où le thermomètre descend rarement sous les 30 °C, pour comprendre la dureté des conditions de travail. En avançant dans la boue et en suivant les rails, on rencontre des équipes de travailleurs qui effectuent différentes tâches. Ici un homme seul pose des sacs sur les régimes, sans aucun équipement de protection, ni lunettes ni gants. En montant au bananier, il tient avec la bouche le sac imprégné de pesticides pour avoir les mains libres.

« De graves douleurs lombaires »

Quand on s'enfonce plus loin, une équipe de cinq hommes pulvérisent des pesticides qu'ils portent sur le dos, là aussi sans aucune protection. Lorsqu'on les interroge sur leur équipement, normalement obligatoire, ils vont le chercher, fourré au milieu de sacs en toile et rangé à côté des bidons de produits chimiques et dont la qualité est loin d'être optimale. Un jeune homme fait alors une démonstration de son usage : « Le problème, c'est qu'avec la chaleur on n'arrive pas à travailler vite avec cet équipement sur le dos. » La paie de ces hommes est en partie liée à leur productivité et l'équipement est une perte de temps. En moyenne, ils touchent 20 dollars (18,36 euros) par jour.

Plus loin, deux hommes coupent les régimes de bananes. L'un pose une planche pour protéger son épaule et amortir le poids du régime : chacun pèse entre 30 et 50 kilos, qu'il porte jusqu'aux rails et suspend à des crochets. Le travail de coupeur est le mieux rémunéré (30 dollars par jour) mais le plus dur pour le corps. Quand il a rempli son rail, le coupeur doit encore tirer une vingtaine de régimes avec une chaîne attachée

« Certains de mes compagnons sont devenus aveugles », témoigne un employé de la multinationale agroalimentaire Chiquita

à sa ceinture. « Ces hommes ont de graves douleurs lombaires, contre lesquelles on ne peut pas grand-chose. Ils se blessent aussi souvent en courant et en tirant les régimes », ajoute Annie Vargas. Le parcours est en effet semé d'embûches. Les bananes sont bien accrochées en l'air, mais les bottes boueuses des coupeurs glissent sur les ponts métalliques dont les rambardes sont tombées.

« Avant, il existait des chariots fonctionnant au diesel qui ramenaient les bananes. Mais la certification [de développement durable et de protection de l'environnement] de Rainforest Alliance a proposé de les enlever pour baisser les rejets de CO₂. Désormais, les blessures sont plus fréquentes, d'autant que les exploitants n'ont pas du tout amélioré la sécurité du trajet pour le travailleur », dit, dépité, Carlos Javier Quiroz Chavarria, secrétaire général du syndicat de l'entreprise Chiquita à Sixaola, qui défend la moitié des 450 travailleurs de l'usine. Ni Chiquita ni Rainforest Alliance ne souhaitent répondre à nos questions.

La production des trois multinationales de la banane à Sixaola « est hautement régulée par des organismes de certification internationaux comme Rainforest Alliance, GlobalGAP et SCS Sustainably Grown », affirme Marcial Chaverri Rojas, qui dirige la Corporation nationale de bananes (Corbana), représentante de l'industrie au Costa Rica. Ces organismes veillent à ce que les bananes destinées au marché européen respectent les normes exigées par l'Union européenne en matière de pesticides.

Dans les parcelles réservées au marché européen, les pesticides

interdits par l'Union européenne ne sont pas utilisés, selon Corbana. Si des résidus de ces pesticides interdits étaient retrouvés dans les contrôles pratiqués en Europe, le Costa Rica pourrait perdre ce marché. « En réalité, il est difficile que des traces de résidus apparaissent en Europe. La banane est cueillie encore verte et, avec le transport, elle ne sera sur le marché que quarante jours plus tard. Les résidus n'apparaissent généralement plus dans les analyses », explique le chercheur de l'IRET Fernando Ramirez.

Pesticides dans des matelas

Corbana a également créé son institut de recherches pour améliorer les pratiques et réduire l'usage des pesticides. « Il dispose d'équipements et de moyens, mais ces recherches ne sont pas mises en pratique dans les plantations. De même la certification n'a jamais impliqué de réduction de pesticides », rappelle l'expert.

L'Académie des sciences du Costa Rica a récemment consacré un séminaire à la question des pesticides dans le pays. Au micro, les chercheurs de l'IRET se sont relayés pour présenter leurs recherches. « Notre étude a montré que ces substances sont présentes à moins de 100 mètres des exploitations agricoles, mais peuvent atteindre des environnements très éloignés des zones agricoles », explique l'écotoxicologue Silvia Echeverria Saenz. Des pesticides ont ainsi été retrouvés sur des pupitres d'écoliers, dans des matelas et des cuisines. Loin des exploitations, sept pesticides ont également été détectés dans les poils de paresseux, ainsi que du chlore dans leur bouche.

« Les consommateurs européens n'ont peut-être pas de résidus des pesticides les plus dangereux dans leurs bananes, mais le Costa Rica est aspergé de ces produits chimiques pour cette production », rappelle Fernando Ramirez. Pour sa collègue Berna van Wendel de Joode, néerlandaise installée depuis vingt-cinq ans au Costa Rica : « La problématique doit être traitée au niveau mondial ; et nous devons apprendre où vont les bénéfices de cette activité, car ils ne vont ni aux travailleurs ni à la planète. »

ANNE VIGMONT

80% des pesticides utilisés au Costa Rica sont considérés comme « hautement dangereux »